

# Renforcement des capacités des médias communautaires pour l'application des TIC : le cas des radios communautaires

Par Justin VIEYRA  
Radio Femmes Solidarité (Côte d'Ivoire)  
jvieyra@africaonline.co.ci

Aucun secteur de l'activité humaine ne peut se passer de l'information. Cela est vrai pour les pays du Nord comme pour ceux du Sud. C'est en s'appuyant sur ce constat que la société mondiale se structure, jour après jour, en évitant que des déséquilibres flagrants isolent les nations pauvres dans des ghettos.

On a suffisamment démontré que l'information est un droit fondamental de la personne humaine. Tant que certains peuples de la planète ne pourront pas exercer pleinement ce droit, il serait illusoire de chercher à construire une société mondiale de l'information. Un tel projet vise avant tout la nécessité de mettre les technologies de l'information et de la communication au service de tous.

Nous n'examinerons pas dans les moindres détails, «la fracture numérique», comme il y a quelques années, on disséquait à coup de statistiques, au cours d'interminables colloques, la détérioration des termes de l'échange, pendant que, chaque année, en Afrique, la famine et le paludisme tuaient des centaines de milliers de personnes.

Dans le cadre de ce colloque consacré à la problématique «Développement durable: leçons et perspectives», nous procédons sommairement à l'inventaire des contraintes et des conditions propices à la mise en œuvre d'actions compatibles avec le développement durable.

D'ici 2015, certaines étapes de ce développement conduisent à la réduction de la pauvreté, l'éducation primaire pour tous, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, l'élimination du VIH/sida etc. Il importe de se préparer à atteindre, si possible avec méthode, de tels objectifs proclamés universellement, en instaurant une adéquation dynamique entre eux et les capacités des médias traditionnels et communautaires.

Nous avons retenu la radio. Ce choix nous est dicté par notre re-découverte de la radio à travers sa qualité d'unique outil de communication accessible à toutes les couches de la population. La technologie qui s'y rapporte est en permanente évolution. Il en résulte une appropriation et une exploitation à moindre coût.

C'est une des raisons pour laquelle nous avons pu nous même devenir propriétaire- concessionnaire d'une radio de proximité, Radio Femmes Solidarité, FM implantée à Cocody, une des plus importantes communes de la ville d'Abidjan. Nous émettons sur la fréquence 105.6.

En d'autres circonstances, nous vous aurions entretenu longuement de cette radio dont nous tentons, par ces temps difficiles d'assurer l'exploitation quotidiennement ainsi que l'expansion à court terme. Depuis le lancement de cette radio qui remonte à l'année 1999, nous avons eu le bonheur d'apprendre, malgré les difficultés, que la radio est un formidable instrument d'expression, le médium le plus populaire dont nous profitons à Radio Femmes Solidarité pour sensibiliser à la santé, à la pratique de la planification familiale, à la prévention contre le sida et les autres maladies. Nous devons mettre garde contre les dangers de la toxicomanie.

Mieux vaut prévenir que guérir. Nous avons choisi d'agir par un moyen privilégié, à savoir l'éducation. Nous entendons le verbe "éduquer", dans son premier sens: «conduire plus loin». Nous mettons l'accent sur les conditions de la santé et du bien-être. Notre slogan, c'est Radio Femmes Solidarité, la radio du bien-être.

En tant que vecteur de communication, Radio Femmes Solidarité, à travers ses programmes thématiques, s'efforce de favoriser la compréhension, de prendre en compte les différences et de proposer une culture commune. Nous devons apprendre les règles de la vie en société. Nous devons respecter l'autre. Nous devons avoir le souci de préserver la nature et l'environnement.

Le portrait rapide que nous dressons de notre radio communautaire, de type privé et urbain, les responsables des 57 radios communautaire ivoiriennes, les dirigeants de la centaine de radios rurales et communautaires du Burkina Faso, et des milliers d'autres radios locales, de proximité ou associatives implantées avec succès au cours des 10 ou 15 dernières années, au Mali, Sénégal, Bénin, Togo, Liban, Vietnam, dans toute l'aire francophone et ailleurs dans le monde, pourraient vous proposer, à quelques nuances près, des profils identiques.

Partout, sur notre planète, on a compris que la radio a atteint la maturité. C'est un medium puissant, incontournable, capable de favoriser l'interactivité et une communication de immédiate et de proximité. C'est tout l'environnement technologique de la communication qui a pris un essor prodigieux en Afrique, la zone du monde qui retient le plus notre attention.

Les statistiques révèlent que de toutes les régions du monde, l'Afrique est la seule à disposer de moins de lignes téléphoniques, de radios, de téléviseurs, d'ordinateurs et d'internautes. Ce déficit de technologies de l'information et de la communication (TIC), plus communément appelée «fracture numérique» faisait passer l'Afrique pour la dernière: en 2001, Sur 800 millions de personnes, 1 sur 4 seulement possédait une radio, 1 sur 13 un téléviseur, 1 sur 40 un téléphone et 1 sur 30 un ordinateur.

Que dire de la « misère numérique» des campagnes, en l'absence d'infrastructures, d'électricité, de routes, d'alphabétisation...? En 2002, dans les centres urbains, le nombre d'Africains ayant accès à des services d'Internet par liaison commutée approchait le chiffre de 1,7 dont 1,2 en Afrique du Sud et en Afrique du Nord. Suivant des calculs établis par M. Mike Jensen, un consultant sud-africain, en extrapolant et en estimant que chaque ordinateur raccordé à Internet est utilisé par 5 à 8 personnes, il est possible que de 5 à 8 millions d'Africains aient accès à Internet .Au total donc, c'est une personne sur 250 à 400 qu'on peut ranger dans le nombre des utilisateurs privilégiés d'Internet (dans les reste du monde on en compte 1 sur 15, en Amérique et en Europe, 1 sur 2).

Au regard des chiffres présentés plus haut, l'appropriation des outils numériques de production et de communication (TIC) plus spécifiquement par les radios communautaires ne va pas de soi. La radio et l'Internet par exemple ne pouvaient pas s'ignorer. Leur jonction était inévitable.

Plusieurs questions se posent :

- Le potentiel des technologies nouvelles: santé et éducation
- Comment les radios communautaires ressentent la fracture numérique?
- Les solutions: ordinateurs de seconde main, logiciel libre, Wifi
- Mobilisation globale et gestion de la communication

### **1. Les TIC, un tremplin pour le développement durable**

Les exemples sont multiples pour illustrer l'intervention efficace des TIC dans divers domaines. La santé offre un champ privilégié d'expériences encourageantes. A l'hôpital d'enfants de Tygerberg, au Cap, un projet de télé-médecine, lancé en 1996, permet aux spécialistes de communiquer de communiquer directement avec trois hôpitaux de quartiers défavorisés. Les spécialistes ne se privent pas des services des radios locales et de l'intermédiation des animateurs des radios locales en plus des ordinateurs, des imprimantes, des scanners et appareils de photographie nécessaires à la réalisation de ce type d'action.

Au Sénégal, c'est le président Abdoulaye Wade qui rapporte l'expérience tentée grâce à la coopération entre l'ONG française FISSA et l'association Education Santé, dans un village sénégalais isolé, ou grâce à une petite mallette équipée, des images diffusées par satellite, ont montré un bébé suçant son pouce dans le ventre de sa mère. Depuis que les villageois ont vu cette image, ils ont pu apprendre que «brutaliser la mère la mère revenait à brutaliser l'enfant, astreindre la maman à des travaux pénibles qui l'obligeaient à travailler courbée comme aux champs pouvaient blesser dangereusement le bébé.»

Le président Wade concluait cette scène de la vie paysanne sénégalaise en ces termes:«La révolution culturelle fut ainsi instantanément introduite en monde rural.» Il va de soi que pour l'exemple précédemment cité, les radios communautaires prennent le relais, en prolongeant par des conseils judicieux et des chroniques spéciales, l'image tombée du ciel du «bébé suçant le pouce.»

Les promesses et le potentiel des technologies de l'information et de la communication prennent davantage d'importance dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, l'humanité dispose d'une gamme élargie de technologies en mesure de favoriser, assez rapidement, une réduction significative de l'ignorance et de l'obscurantisme. Les barrières traditionnelles qui enferment des populations entières dans l'analphabétisme et le sous développement s'effondrent les unes après les autres. Dans de nombreux pays de l'aire francophone ou joue la solidarité entre les peuples, les barrières sur lesquelles le développement éducatif butte sont le manque d'enseignants, de locaux, d'infrastructures scolaires, enfin le coût prohibitif des formations.

Depuis un certain temps, le savoir, grâce aux TIC est devenu plus accessible, libre et gratuit. C'est un changement considérable à l'heure où se produit l'explosion des connaissances. Ces connaissances se rapportent à toutes les activités humaines. A tout moment, la radio peut transmettre des programmes scolaires ou éducatifs. Chaque jour, les radios communautaires peuvent proposer à leurs auditeurs des programmes se rapportant à des questions pratiques comme la construction d'installations sanitaires, ou entretenir leurs auditrices, jeunes filles ou femmes mariées, des thèmes portant sur la santé reproductive ou plus particulièrement le planning familial.

Le tout n'est pas de s'approprier les TIC. Il convient plus encore de se soucier des contenus. Les radios communautaires s'imposent le souci de ne pas emmagasiner n'importe quoi sous prétexte de modernité. D'où la nécessité de s'ouvrir à la connaissance et à l'adoption des valeurs universelles garantant d'une amélioration de la qualité de la vie. Un Péruvien, David Rajada, a énoncé la vérité que voici: «On peut aujourd'hui, grâce aux techniques du marketing, vendre n'importe quoi. Ce qu'il faut vendre, ce sont des modes de vivre et d'agir différemment.»

Les producteurs de contenus qui doivent savoir qu'au-delà des convergences techniques chacun demeure attaché à ses propres valeurs de civilisation, d'où l'exigence de découvrir le langage et les formes qui conviennent. Les Africains devront apprendre à créer des «contenus» adaptés.

## **2. Radios communautaires et connectivité**

Les medias et Internet en Afrique de l'Ouest, tel est le titre d'une récente étude publiée par Panos-Afrique de l'Ouest. L'étude est scindée en deux parties. La seconde partie de l'étude a été réalisée par le Professeur Tessy Bakary du Département de Science politique, Université de Laval. Le Professeur Tessy Bakary a mené l'étude durant les mois de juillet et août 2002, dans six Etats (Bénin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Ghana, Mali et Sénégal). Il y analyse, sur la base de données précises et récentes, la connectivité de six radios dont Radio Femmes Solidarité ou nous savons eu le privilège de le recevoir afin de lui communiquer des informations qu'il recherchait.

L'étude du Professeur Tessy Bakary a le mérite de la clarté et de la vérité. Elle reflète l'affligeante réalité des radios communautaires qui, tout en rendant service dans leur environnement rural ou urbain, sont condamnées à survivre dans l'attente assez peu probable que les pouvoirs publics se penchent sur leur sort. Ceci n'est pas notre sujet. Aussi nous limiterons-nous à la connectivité des radios communautaires, après avoir relevé rapidement que l'étude a parfaitement souligné le sous équipement des radios communautaires, conséquence ayant ouvert la voie à toutes les autres insuffisances technologiques, de connectivité et d'assistance et de maintenance.

Revenons à l'Objet de l'étude: la connectivité des radios communautaires. L'auteur souligne que considéré comme concept générique, «la connectivité des radios» est le niveau de développement et du statut de l'Internet dans un domaine donné...

Penchons sur le cas de la Cote d'Ivoire, les statistiques glanés ici et là dans l'étude démontre amplement, qu'en matière de connectivité, longue est la route qu'il reste à parcourir, avant d'atteindre des niveaux acceptables.

Sur 100 habitants en Cote d'Ivoire, 1,81 disposent d'un téléphone fixe, 1,77 possèdent un mobile, 0,55 ont un ordinateur. On compte 5 à 6 fournisseurs d'accès Internet en Cote d'Ivoire, un peu plus de 20 000 internautes et le coût moyen de la connexion est de l'ordre de 30 000 francs cfa par mois (contre 80 000 F à Bamako). A présent, à Abidjan, les tarifs sont en baisse, entre 300 et 500 francs cfa pour une heure de

connexion dans les cybercafés...mais à Korhogo, dans le Nord de la Cote d'Ivoire, la connexion est de 500 francs cfa la minute.

Encore quelques chiffres: dans les six Etats de l'Afrique de l'Ouest ou Tessy Bakary a mené des enquêtes, on dénombre au total 460 radios tous genres confondus dont 170 radios communautaires, associatives et rurales (et 132 commerciales).

32 radios communautaires ont fait l'objet de l'étude, 5 radios ne sont pas équipées d'ordinateur, 16 utilisent 1 ordinateur, 11 ont installé entre 2 et 3 ordinateurs. Sur les 32 radios, seules 14 sont connectées, 29 ont une adresse électronique. La fréquentation d'Internet s'arrête là pour un certain nombre d'animateurs travaillant dans ces radios. Les autres vont dans les cybercafés dans le voisinage de leurs stations.

Ces indicateurs expriment cruellement l'indigence des radios communautaires en matière d'équipements et les difficultés que rencontrent les hommes du métier. L'idéal ne serait-il pas que chaque animateur ou chaque journaliste puisse disposer de son ordinateur personnel et bénéficie des tarifs les plus bas pour surfer sur la toile.

Au regard des analyses proposées tout au long de cette communication et afin de tirer le maximum d'avantages des TIC pour la réalisation d'un développement durable, il convient de recourir, avec méthode, au *renforcement de la «capacité internetique» des radios communautaires*, assorti de programmes construits sur des actions ciblées. Cela implique également de tenir compte de quelques préalables avancés par le Professeur Tessy Bakary et auxquels nous apportons notre totale adhésion.

La faible connectivité des radios communautaires repose sur trois constats:

- Une prise de conscience insuffisante des apports de l'Internet à l'exercice des métiers de radio
- L'usage de l'Internet et des outils informatiques ne bouleverse pas encore l'exercice au quotidien du métier de journaliste ou d'animateur radio
- Le principal obstacle au développement de l'usage de l'Internet dans les radios communautaires est de nature culturelle.

### **3. Ordinateurs de seconde main, logiciels libres, Wifi**

Inconsciemment, on a dédaigné, il y a une bonne dizaine d'années, les ordinateurs de seconde main que les pays du Nord voulaient nous envoyer, à nous les pays du Sud, gratuitement ou presque. Leurs utilisateurs étaient contraints, au bout de 18 mois de s'en débarrasser. Devenus obsolètes, en Europe et aux Etats-Unis, ils devaient aller à la casse.

Des projets onéreux presque jamais conduits correctement jusqu'au bout, mais prévoyant l'achat d'ordinateurs flambant neuf sont mis en œuvre. On boudait des ordinateurs de seconde sous le prétexte de l'inadéquation de ces ordinateurs avec les dernières mises à jour des logiciels Microsoft si lourds qu'ils rendent automatiquement obsolètes les ordinateurs de la génération précédente, comme nous en a convaincu, un spécialiste de la question en la personne de notre ami, Tay Kudzo.

La soixantaine de radios communautaires, rurales, associatives ou de proximité apprécieraient de détourner du chemin de la casse ou des dépotoirs européens ou américains tous les ordinateurs dont on se débarrasse pour cause de vieillissement. On en prendrait grand soin pendant plusieurs années encore. Les services qu'on en attend dans les radios sont d'une extrême simplicité.

Dans de nombreux pays, les logiciels libres dont Linux est devenu l'emblème, retiennent considérablement l'intérêt des utilisateurs, à la recherche de formules intéressantes innovatrices. Les logiciels libres sont le produit de la coopération et de la compétition de dizaines de milliers de programmeurs, à travers le monde, communiquant par le truchement d'Internet.

Aujourd'hui, on possède assez de connaissances technologiques pour dupliquer et distribuer ces programmes gratuits. Nous appuyant sur les conclusions de l'expert Tay Kudzo, «ce type de programme, stable évolutif

gratuit, capitalisant un nombre impressionnant d'applications en rapport avec le secteur de l'éducation peut fonctionner sans accrocs sur des ordinateurs rendus obsolètes grâce au marketing hyper agressif du couple Intel-Microsoft.»

Faut-il rappeler que les logiciels cités représentent plus de 30% du prix d'achat d'un ordinateur neuf. Les pays lancés en direction du développement durable doivent continuer de manifester de l'intérêt à l'endroit du logiciel libre.

Le Wi-Fi représente-t-il une solution ? Contraction de "Wireless Fidelity", Wifi est le petit nom de la norme IEEE 802.11 et de ses multiples déclinaisons, à commencer par la plus populaire, la 802.11b. Grâce à elle, les ordinateurs peuvent communiquer à distance sans fil à la patte.

De l'avis des techniciens, la technologie permet de créer un réseau local sans utilisation de câblage pour relier les ordinateurs entre eux. L'interconnexion de réseaux wifi sur une large échelle est envisageable sur la base des mêmes principes avec l'utilisation d'ondes hertziennes et plus spécifiquement la bande des 2,4 Ghz, vitesse ultra rapide, jusqu'à 11 mégabits par seconde, soit 200 fois plus vite qu'avec un modem classique.

Hormis l'ordinateur, le prix du système Wifi coûte entre 100 000 francs cfa 110 000. Ce prix ne cesse de baisser. Cette formule peut tenter les audacieux. Qu'ils se laissent tenter ! Qu'ils cherchent, qu'ils inventent, qu'ils adaptent comme on le fait en Inde ou en Malaisie. Les zones rurales pourront alors bénéficier des fruits de leur audace pour se connecter.

Le Colloque de Ouagadougou a choisi de traiter la problématique: " Développement durable: leçons et perspectives". Il faut sortir de la stagnation et parfois de la régression qui caractérisent les actions supposées ouvrir la voie au développement durable. On avance trop lentement. Nous ne parlons pas des initiatives des pouvoirs publics, mais de l'immobilisme coupable des sociétés civiles qui devraient agir davantage et plus vigoureusement.

Elles pourraient, dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement durable, tirer un meilleur profit des relations qu'elles tissent avec les représentants du Nord.

A notre avis, le renforcement des sociétés civiles doit les conduire à jouer un rôle capital en vue de la mobilisation sociale et de la gestion de la communication appuyée sur les TIC. Pour le proche avenir, elles ont deux missions dans lesquelles elles pourraient s'investir efficacement:

- Le soutien aux radios communautaires dans les zones urbaines et rurales. Ces radios ont besoin d'être valorisées, moralement et matériellement aidées. Elles ont besoin d'être encouragées à utiliser les TIC.

Elles sont les meilleurs outils de mobilisation sociale, de communication, de développement, enfin de la sauvegarde de la diversité culturelle.

- La mise en place, comme le recommande le PNUD à la plupart des Etats en développement d'un site Web relié à un réseau informatique dit réseau «cyberespaces». Ce site s'inspirera du projet de création d'un Réseau pour le développement durable.

Pas à pas, sans se voiler la face et sans se nourrir de pessimisme, nous parviendrons, avec les appuis politiques nécessaires, dans la solidarité et l'amitié internationales, à enregistrer des avancées encourageantes sur la voie du développement durable.